

→ Rolande Trespé : Une historienne dans son siècle

Rolande Trespé est décédée le 12 avril dernier, à quelques jours de son centième anniversaire¹. Le monde de l'université et de la recherche ainsi que les militants de l'histoire sociale saluent unanimement l'apport de cette immense historienne. Avec l'aimable autorisation de son auteur, Clair Juilliet, et du magazine « Mondes sociaux »² nous publions en hommage à Rolande Trespé la biographie que le doctorant au laboratoire FRAMESPA (Université de Toulouse-Jean Jaurès et CNRS a rédigé.

Précurseure dans les domaines de l'histoire ouvrière, de la Résistance ou encore des femmes, Rolande Trespé a eu un parcours atypique, que l'anthropologue Nicolas Adell qualifie de « soumis à la seule exigence qu'impose l'exercice plein de la liberté ». Arrêtons-nous donc sur cette trajectoire de vie et sur les principaux apports de Rolande Trespé à la recherche et à l'enseignement.

Bonne élève et pupille de la Nation, elle obtient une bourse qui lui permet de poursuivre ses études et de présenter le Brevet supérieur, avant de candidater en 1936 à l'Ecole normale pour devenir professeure d'histoire-géographie. Littéraire, mais pas forcément passionnée par l'histoire, elle est reçue de justesse au concours à cause de l'épreuve de couture. Elle demande son affectation en Algérie et obtient finalement un poste à Constantine. Mais le déclenchement de la Deuxième guerre mondiale et la mobilisation de son frère l'incitent à rejoindre Paris pour s'occuper de sa mère.

La Deuxième guerre mondiale et les années PCF

Elle commence à enseigner à Paris en 1939. Mais avec l'attaque allemande, les cours sont suspendus. Elle se rend

alors à Nantes où elle est accueillie par des amis, militants communistes. À la fin du mois de juin 1940, elle assiste à un défilé militaire des troupes allemandes qui l'impressionne et l'incite à devenir « résistante dans l'esprit ». En 1942, elle est affectée à Charleville-Mézières dans les Ardennes (zone interdite) où elle donnera des cours d'éducation générale et sportive pendant le reste du conflit.

En parallèle, elle entre en résistance active, après son adhésion au Parti Communiste Français, l'une des seules organisations capable de mobiliser dans cette région désertée. Ce sont ses réseaux et les liens tissés avec des anciens combattants de 1914-1918 qui lui permettent de rejoindre les Francs-Tireurs et Partisans en tant qu'agent de liaison. Désireuse de poursuivre des études de géographie pour préparer l'agrégation, elle a obtenu un laissez-passer qui lui offre une certaine liberté de circulation. Ainsi, elle peut assurer la transmission de documents entre les Ardennes et le Nord, le plus souvent à vélo.

À la Libération, elle participe à la fondation de l'Union des Femmes Françaises, association et organisation de masse liée au PCF, qui la choisit comme représentante au sein du Comité de Libération local. Disposant d'un grand talent oratoire et bénéficiant d'une forte popularité auprès des habitants et en particulier des femmes, elle se présente plusieurs fois aux élections, devient Conseillère municipale et membre du Bureau fédéral du PCF, par discipline à l'égard du parti. Pourtant, dès 1947, elle s'en attire les foudres non seulement en raison de son « esprit libre et critique », mais encore parce qu'elle fait de l'ombre à un dirigeant et élu



Pierre Pytkowicz

communiste ardennais. Mise en accusation au sein du Parti pour une obscure histoire de marché noir, elle refuse de reconnaître les faits et est écartée, sans être toutefois exclue.

Toulouse et l'Université.

À la fin de l'année 1947, Rolande Trespé arrive à Toulouse pour enseigner la pédagogie dans la section féminine de l'École Normale Nationale d'Apprentissage, établissement chargé de la formation des enseignant(e)s de l'enseignement technique. Elle s'inscrit aussi en Diplôme d'études supérieures d'histoire sous la direction du spécialiste de la Révolution française Jacques Godechot, qu'elle qualifie d'« *homme d'une honnêteté, d'une loyauté et d'un désintéressement exceptionnels* ». C'est à cette époque qu'elle découvre Jean Jaurès, personnage qui marque de son empreinte toute sa carrière d'historienne et qu'elle qualifiera plus tard d'« *homme complet* », à la fois militant, parlementaire, orateur, professeur et intellectuel.

Son DES obtenu, et après avoir découvert un fonds d'archives « *d'une richesse extraordinaire* » sur les mineurs de Carmaux, notamment celles de la Société des mines de Carmaux qu'elle fera verser aux Archives départementales du Tarn, avec l'aval du Marquis de Solages avec qui elle était en confiance, elle entame une thèse en histoire sociale. Cet engagement fait d'elle une pionnière de cette discipline, au même titre que Michelle Perrot, Annie Kriegel ou Madeleine Rébérioux. En 1961, elle participe avec Jean Maitron à la fondation de la revue *Le Mouvement Social*, qui contribuera à structurer les recherches en histoire ouvrière. La même année, elle devient assistante à la Faculté des Lettres de Toulouse, poste qui lui permet de parfaire sa formation.

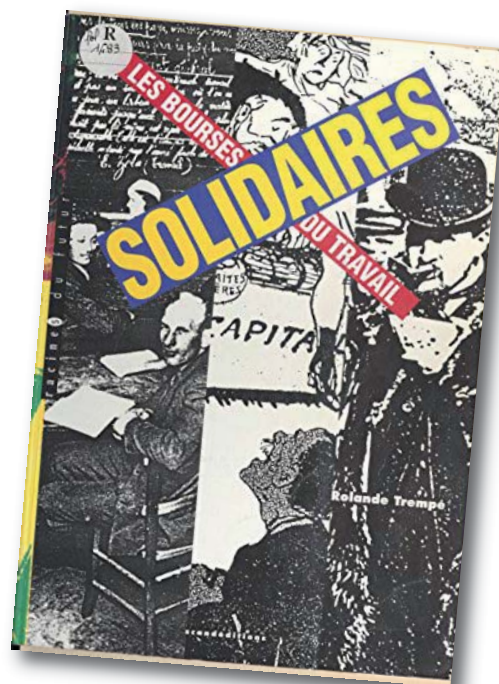
Alors qu'elle devait soutenir sa thèse, les « *événements de 1968* » viennent

perturber ce projet. Baptisée « *vieille pétroleuse* » par les étudiants, elle porte sur le mouvement « *un regard sans illusion* ». Bien qu'elle éprouve des réserves à l'égard de la critique globale de la société portée par des étudiants « *culturellement et non politiquement révolutionnaires* », le mouvement, qui est aussi le plus grand conflit ouvrier qu'ait connu la France, finit par lui rappeler 1936 et son cortège de bals, de musiques et d'usines occupées. Malgré tout, il existe pour elle une coupure très nette entre les étudiants et les travailleurs en grève. Mais, parce qu'il brise la monotonie, elle soutient ce moment de critique de l'ordre établi, allant jusqu'à rejoindre les cortèges estudiantins, ce qui lui vaut de nouveaux ennuis avec le PCF et l'incite à rendre sa carte.

En 1969, elle soutient son doctorat d'État intitulé *Les mineurs de Carmaux (1848-1914)* et pour lequel elle reçoit « *des éloges unanimes et mérités* ». Elle est d'ailleurs immédiatement recrutée par Jacques Godechot et Philippe Wolff. Fruit de près de quinze années de recherches, cette thèse de micro-histoire sociale vise à mieux comprendre comment un groupe social se forme et vit sa condition dans différentes dimensions (sociale, économique, culturelle, revendicative).

De l'histoire ouvrière à l'histoire des femmes

Désormais universitaire et spécialiste incontestée de la mine et des mineurs, elle va non seulement développer des thématiques de recherche novatrices, mais aussi participer au renouvellement des pratiques pédagogiques. En effet, Rolande Trespé vit l'enseignement en cours magistraux comme une aberration. Mais avec l'arrivée d'un jeune assistant, Rémy Pech, elle développe un système de cours co-construits avec les étudiants, « *fondés sur le dialogue et la*



critique des thèmes choisis et présentés par les étudiants eux-mêmes », dans une démarche de pédagogie active. Les deux historiens organisent également des visites de sites industriels (mines de Carmaux, aciérie Pont-à-Mousson de Fumel, papeteries du Comminges...) qui ont pour objectif, entre autres, de donner un aperçu de la condition ouvrière aux étudiants.

Ainsi, la question sociale occupe une place centrale dans son cheminement intellectuel et dans ses recherches. Dès les années 1970, elle est une pionnière de l'utilisation de la vidéo et du témoignage filmé à visée historique. Elle entend ainsi « *redonner la parole aux sans-voix* », qu'ils soient mineurs, vignerons ou résistants, tout autant qu'aider à la conservation de leurs mémoires. Au début des années 1980, elle participe à une Action thématique programmée (ATP) qui devient peu de temps après le Groupe de recherche du CNRS « *Travail et travailleurs aux XIXe et XXe siècles* ». Cette opération laisse une grande part à l'interdisciplinarité avec la participation des sociologues Michel Verret et Olivier Kourchid, de l'historien Antoine Prost et de la géographe Françoise Cribier.

Rolande Trespé, qui se défend d'être féministe, n'en est pas moins une pionnière de l'histoire des femmes. Non seulement elle souhaite lui accorder



Suite →

une place plus large dans ses enseignements, mais elle contribue à implanter un pôle de recherches sur les femmes à Toulouse, avec Agnès Fine et Marie-France Brive. En 1979, elle s'implique dans la fondation du Groupe de recherches interdisciplinaire d'étude des femmes (GRIEF), matrice du futur groupe SIMONE dont l'acte fondateur est le Colloque international Femmes, féminisme et recherche organisé du 17 au 19 décembre 1982. Elle prend ensuite la direction de l'ATP Femmes tout en déplorant les conflits qui divisent les féministes et qui lui semblent avoir peu d'importance au regard des enjeux sociaux.

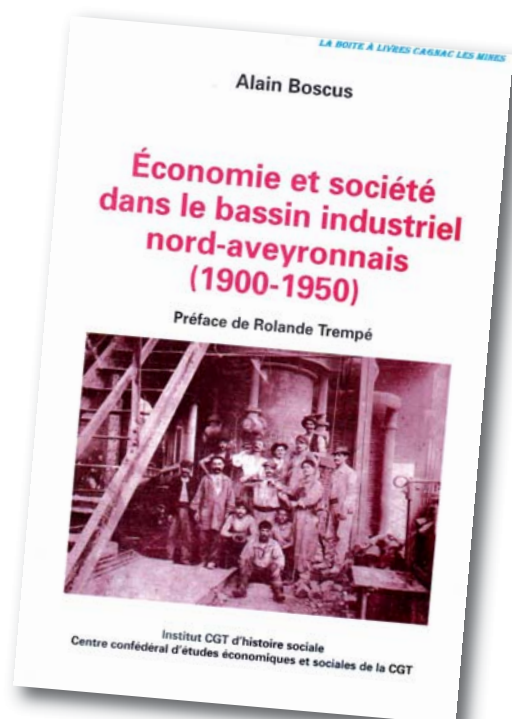
Éducation populaire et épistémologie

Dès la fin de sa carrière universitaire en 1983, elle se tourne vers une histoire qu'elle qualifie d'accessible à tous, qui

doit donc être écrite en termes simples, « *sans jargon intellectuel de haute volée* ». En conséquence, elle organise des cafés-histoire dans l'Hérault et la Somme, donne des cours d'éducation populaire à la Bourse du travail de Toulouse et met en place des cycles de conférences. En même temps, ses recherches prennent une nouvelle dimension, c'est à ce moment-là que selon ses mots, elle « *redevient historienne* ».

La Résistance, et en particulier l'histoire de ses représentants étrangers des FTP-Main-d'œuvre immigrée (MOI), lui ouvre de nouvelles perspectives pour étudier le monde du travail. Elle participe notamment à la réalisation d'un documentaire sur les FTP-MOI lyonnais (présenté à l'Assemblée Nationale en 1992) qui recueille leurs témoignages. En tant qu'ancienne résistante, elle trouve qu'il ne leur est pas fait « *une place dans nos mémoires à la mesure de ce qu'ils ont fait pour nous* ». Elle collabore aussi avec Achille Blondeau à la création de l'Institut d'histoire sociale de la mine, composé d'anciens mineurs et d'universitaires.

Depuis le début des années 2000, tout en participant aux activités de la Société d'études jaurésiennes, dont elle est l'une des vice-présidentes, Rolande Treppe s'interroge sur la manière dont se construit l'historien, à la fois acteur et écrivain de l'histoire. Elle mène une réflexion épistémologique et méthodologique sur « *ce qui revient à l'acteur et ce qui revient à l'historien, enfin sur ce que l'un fait à l'autre quand ils sont la même personne* ». Pour conclure, laissons la parole à Michèle Perrot, rencontrée en 1955.



Cette dernière la décrit « *constante dans ses options, rigoureuse dans sa démarche, curieuse de tout (...) Une intellectuelle rebelle aux idées reçues, aux modes, aux conduites imposées, aux hiérarchies, à l'académisme, au parisianisme (...) Une militante fidèle dans ses choix fondamentaux, mais frondeuse devant les ruses du pouvoir et la langue de bois, libre sans être libertaire (...) Une femme généreuse, ouverte, sociable et gaie, sans préjugés, capable d'apprécier le plus opposé d'elle-même en restant elle-même; amoureuse de la vie, du proche et du lointain, du marché de Caussade comme celui de La Paz et des rues de Mexico* ».

Clair Juilliet



1- Elle est née le 31 mai 1916 à Fontenailles (Seine et marne) et décédée le 12 avril 2016 à Paris,

2- « Mondes sociaux » est le magazine interdisciplinaire en ligne du Labex Structuration des Mondes Sociaux (SMS) de Toulouse (<http://sms.hypotheses.org>).

Son objectif principal est de valoriser toutes les recherches en sciences humaines. « Mondes Sociaux » souhaite aussi contribuer à la circulation des connaissances et à la mise en visibilité des débats scientifiques dans et hors du cadre académique et spécialisé, tout en proposant des éclairages sur des questions de société et des débats d'idées.

→ L'hommage de ses pairs

« Un enseignement empli de sciences et de vie »

« En poste à la Faculté des Lettres (aujourd'hui Université Jaurès) de 1967 à 1985, elle forme plusieurs générations d'étudiants éblouis par un enseignement empli de science et de vie, émaillé par de nombreux débats avec des acteurs du mouvement ouvrier et des visites d'usines. Sa connaissance intime des idéologies socialistes et du mouvement gréviste, son approche rigoureuse, exempte de tout a priori et sectarisme lui assurent, au sein et au dehors de l'université, un rayonnement singulier. Elle déploie ses recherches dans trois directions: l'étude des luttes ouvrières et particulièrement celles des mineurs, la Résistance à travers notamment les FTP-MOI (Main d'oeuvre immigrée) et les camps d'internement de femmes, les études féministes. Elle organise dans chacun de ces domaines des colloques interdisciplinaires mettant en présence universitaires et acteurs, collabore à plusieurs films, noue plusieurs contacts internationaux (Mexique, Italie) et crée avec Madeleine Rebérioux le Centre national et musée Jaurès de Castres. Présidente d'honneur de la société d'Études jaurésiennes, dotée d'une vitalité sans égale, elle reste jusqu'au bout habitée par la passion de la recherche collective et celle de la transmission. »

Rémy Pech,
Président honoraire de
l'Université Toulouse Jean Jaurès

« Un exceptionnel esprit de lutteuse en faveur du bien commun »

« Sa présence dans le Tarn et dans la région Midi-Pyrénées a été marquée par un nombre incalculable de conférences et de débats, notamment dans le cadre des activités du Centre national et musée Jean Jaurès de Castres où de nombreux universitaires et syndicalistes s'étaient réunis en 1996 pour fêter ses 80 ans. Puis-je me permettre ici quelques mots personnels? Ayant été ma directrice de recherche pendant plusieurs années, après 1982, nous avons lié amitié de longue date, et depuis 25 ans j'avais la chance de discuter avec elle tous les quinze jours (...)

J'ai eu aussi l'occasion d'écrire divers articles de recherche avec elle (notamment « Les premiers congés payés à Decazeville et à Mazamet », *Le Mouvement social*, n° 150, janvier-mars 1990 et Interview de Rolande Treppe: Carmaux, ville minière? pp. 13-23, in Jean-Pierre Poussou et Alain Lottin, « Naissance et développement des villes minières en Europe », Artois Presses Université, 2004, 556 P.) ainsi qu'un livre édité par l'Institut tarnais CGT d'histoire sociale « Jaurès et les syndicats du Tarn, 1994, 168 P. »

Nous garderons en mémoire sa force de caractère et la puissance émancipatrice de ses travaux. Elle aimait la vie et l'a vécue comme elle l'entendait: libre, en avance sur son temps, en aiguisant toujours l'esprit critique de celles et ceux qui la côtoyaient et qui ont souvent été ébloui-e-s, comme moi, par sa simplicité, sa bienveillance et son exceptionnel esprit de lutteuse en faveur du bien commun ».

Alain Boscus
Maître de conférences en histoire contemporaine
à l'Université Toulouse Jean Jaurès

A vos agendas

13 juillet à Carmaux :

Un rassemblement aura lieu à 11 heures devant la stèle érigée à la mémoire des trois mineurs tués par les nazis à la Croix du marquis le 13 juillet 1944. A l'initiative de l'Institut tarnais d'histoire sociale (ITHS), du syndicat CGT des mineurs de Carmaux, de l'Union départementale CGT, de la Fédération du PCF, il s'agira aussi d'un moment de résistance contre la loi Travail et pour préserver les acquis de la Résistance.

Jusqu'au 16 juillet à Foix :

Le festival de cinéma « Résistances » qui se déroule jusqu'au 16 juillet, fête cette année sa 20e édition avec une programmation anniversaire spéciale. Un voyage cinématographique et politique à travers une centaine de films, des rencontres et des débats. Les thèmes abordés : Liberté d'expression, responsabilité médiatique. Étrangers à domicile. Voyage, entre désir et désastre. Zoom sur le cinéma grec.

L'Institut d'histoire sociale CGT de l'Ariège y présente une exposition consacrée aux salariés immigrés dans le département.

(Voir programme complet festival-resistances.fr)

6 septembre (18 h 00) à Toulouse :

L'association des Amis de Jean Jaurès à Toulouse organise un café débat sur le thème « Jaurès et l'éducation » avec Catherine Moulin (historienne), à l'Espace des diversités et de la laïcité, 38, rue d'Aubuisson...